

La lettre hebdomadaire d'informations juridiques de la Délégation des Barreaux de France

Pour plus d'informations : www.dbfbruxelles.eu

n°681

Du 31 juillet au 5 septembre 2013

Sommaire

[Agriculture](#)
[Assurance](#)
[Commerce](#)
[Concurrence](#)
[Consommation](#)
[Economie/Finances](#)
[Environnement](#)
[Justice](#)
[Santé](#)
[Société de l'info](#)
[Transports](#)

RENCONTRES EUROPEENNES – VENDREDI 27 SEPTEMBRE - BRUXELLES



RENCONTRES EUROPÉENNES VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2013 PRATIQUE DU LOBBYING PAR L'AVOCAT

Programme complet en ligne :
cliquer [ICI](#)

Pour vous inscrire :
valerie.haupt@dbfbruxelles.eu

ou bien directement sur le site Internet de la
Délégation des Barreaux de France :
<http://www.dbfbruxelles.eu/inscription.htm>

COLLOQUE – JEUDI 17 OCTOBRE - BRUXELLES



COLLOQUE AVOCATS, ACTEURS CLES DE L'ESPACE EUROPEEN DE JUSTICE

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

Pour vous inscrire :
valerie.haupt@dbfbruxelles.eu

ou bien directement sur le site Internet de la
Délégation des Barreaux de France :
<http://www.dbfbruxelles.eu/inscriptioncolloque.htm>

[Appels d'offres](#)
[Publications](#)
[Manifestations](#)

Agriculture familiale / Consultation publique (2 août)

La Commission européenne a lancé, le 2 août dernier, une [consultation publique](#) sur le rôle de l'agriculture familiale : principaux enjeux et priorités pour l'avenir. Cette consultation vise à recueillir les contributions des parties prenantes en vue d'organiser la conférence intitulée « Agriculture familiale : un dialogue en faveur d'une agriculture plus durable et plus résistante en Europe et dans le monde » prévue le 29 novembre prochain. Celle-ci s'inscrit dans le contexte de la proclamation par l'Assemblée générale des Nations-Unies de l'année 2014 comme « Année internationale de l'agriculture familiale ». Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 11 octobre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

Assurance et indemnisation des dommages provoqués par des accidents dans des centrales nucléaires / Consultation publique (30 juillet)

La Commission européenne a lancé, le 30 juillet dernier, une [consultation publique](#) intitulée « Assurance et indemnisation des dommages provoqués par des accidents dans des centrales nucléaires (responsabilité nucléaire) » (disponible uniquement en anglais). La consultation vise à établir dans quelle mesure la situation des victimes potentielles d'un accident nucléaire pourrait être améliorée et à recueillir l'avis des parties intéressées sur les besoins de règles communes au niveau de l'Union européenne en matière d'assurance et d'indemnisation des dommages en cas d'accident nucléaire. La Commission souhaite établir des règles claires sur la responsabilité, les assurances et les autres garanties financières, afin de s'assurer qu'une indemnisation adéquate des dommages humains, matériels et environnementaux intervienne en cas d'accident. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 22 octobre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

Crédits à l'exportation / Règlement délégué / Publication (2 août)

Le [règlement délégué 727/2013/UE](#) modifiant l'annexe II du règlement 1233/2011/UE relatif à l'application de certaines lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public a été publié, le 2 août dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. Ce règlement reprend les modifications apportées à l'[Arrangement](#) sur les lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (disponible uniquement en anglais), élaboré dans le cadre de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (« OCDE »), qui sont applicables depuis le 1^{er} septembre 2012. Cette réforme intègre, notamment, les dispositions du nouvel accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets dans les domaines des énergies renouvelables, de l'atténuation du changement climatique et des ressources en eau (en annexe de l'Arrangement). Le règlement est entré en vigueur le 22 août 2013. (JL)

[Haut de page](#)

Aide d'Etat / Secteur agricole / Aide de minimis / Projet de règlement (6 août)

La Commission européenne a publié, le 6 août dernier, un [projet de règlement](#) concernant l'application des articles 107 et 108 TFUE aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture au Journal officiel de l'Union européenne. Ce projet prévoit, notamment, que le montant total des aides accordées aux entreprises du secteur de la production agricole ne peut excéder 10 000 euros sur une période de 3 exercices fiscaux. Il précise, également, les critères permettant de calculer le montant des aides octroyées. Les tiers intéressés étaient invités à présenter leurs observations avant le 6 septembre 2013. (SE)

Feu vert à l'opération de concentration Antalis / Xerox Western Europe paper distribution business / Publication (30 août)

La Commission européenne a décidé, le 14 août dernier, de ne pas s'opposer à l'opération de concentration par laquelle Antalis International (France), contrôlée par Sequena (France), acquiert le contrôle des activités de distribution de papiers de Xerox Corporation en Europe occidentale, par achat d'actifs. Sa [décision](#) a été publiée, le 30 août dernier, au Journal officiel de l'Union européenne (cf. *L'Europe en Bref* n°680). (SE)

Feu vert à l'opération de concentration Axa PE / Fosun / Club Méditerranée / Publication (21 août)

La Commission européenne a publié, le 21 août dernier, sa [décision](#) de ne pas s'opposer à l'opération de concentration par laquelle les entreprises AXA Investment Managers Private Equity (France) et Fosun Luxembourg Holdings (Luxembourg) acquièrent le contrôle en commun du Club Méditerranée (France), par offre publique d'achat (cf. *L'Europe en Bref* n°680). (SE)

Feu vert à l'opération de concentration Bain Capital / Maison du Monde (31 juillet)

La Commission européenne a décidé, le 31 juillet dernier, de ne pas s'opposer à l'opération de concentration par laquelle l'entreprise Bain Capital Investor (Etats-Unis) acquiert le contrôle exclusif du groupe Maison du Monde (France), par achat de titres (cf. *L'Europe en Bref* n°678). (SE)

Feu vert à l'opération de concentration Banco Popular / Crédit Mutuel / ATM business (3 septembre)

La Commission européenne a décidé, le 3 septembre dernier, de ne pas s'opposer à l'opération de concentration par laquelle Banco Popular Español S.A. (« Banco popular », Espagne) et le Groupe Crédit Mutuel (« Crédit Mutuel », France) acquièrent le contrôle en commun d'une nouvelle société (« ATM Business », Espagne) constituant une entreprise commune de plein exercice. Banco Popular est une banque commerciale, de détail, d'investissement et de gros et fournit des prestations de services d'assurance. Crédit Mutuel exerce des activités de banque de détail et d'assurance. ATM business fournit des prestations de services nécessaires à l'autorisation, à la saisie de données, au traitement, au règlement et au rapprochement des opérations aux guichets automatiques effectuées par les titulaires de carte situés en Espagne. La Commission avait reçu notification, le 9 août dernier, du [projet de concentration](#) et les tiers intéressés étaient invités à soumettre leurs observations avant le 19 août 2013. (SE)

Feu vert à l'opération de concentration SPIE / HSS / Publication (26 août)

La Commission européenne a publié, le 26 août dernier, sa [décision](#) de ne pas s'opposer à l'opération de concentration par laquelle l'entreprise SPIE S.A. (« SPIE », France) acquiert le contrôle de l'ensemble de Hochtief Service Solution (« HSS », Allemagne). SPIE est une société d'ingénierie électrique et mécanique spécialisée dans les services de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'énergie et de système de communication. HSS est une entreprise de fourniture de services de gestion d'installations. La Commission avait reçu notification, le 25 juillet dernier, du [projet de concentration](#) et les tiers intéressés étaient invités à soumettre leurs observations avant le 11 août 2013. (SE)

France / Aide d'Etat / Prolongation d'une aide au sauvetage / Approbation (14 août)

La Commission européenne a autorisé, le 14 août dernier, la prolongation d'une garantie publique initialement octroyée par la France au Crédit Immobilier de France (« CIF ») en février 2013 pour une période de 6 mois et pour un montant de 18 milliards d'euros. Cette prolongation vise à répondre aux besoins de trésorerie du CIF et prévoit, également, une augmentation de cette garantie pour un montant maximal de 19 milliards d'euros. Elle permettra, notamment, au CIF de finaliser son plan de résolution en accord avec les règles relatives aux aides d'Etat et de le notifier à la Commission d'ici le 28 novembre 2013. L'autorisation est valable jusqu'à ce que la Commission adopte une décision finale sur le plan de la résolution ou, à défaut de présentation du plan dans le délai imparti, jusqu'au 28 novembre 2013. (SE) [Pour plus d'informations](#)

France / Aide d'Etat / SNCM et CMN / Recouvrement de certaines aides incompatibles / Décision / Publication (17 août)

La Commission européenne a publié, le 17 août dernier, sa [décision](#) ordonnant à la France de recouvrer certaines aides versées à la Société Nationale Corse-Méditerranée (« SNCM ») et à la Compagnie Maritime de Navigation (« CMN »). Ces aides ont, en effet, été déclarées incompatibles avec les règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat (cf. *L'Europe en Bref* n°671). (SE)

Notification préalable à l'opération de concentration SNCF / COMSA-EMTE / CRT (24 août)

La Commission européenne a reçu notification, le 16 août dernier, d'un [projet de concentration](#) par lequel les entreprises Groupe SNCF (« SNCF », France) et COMSA-EMTE T&L S.L. (« COMSA-EMTE », Espagne) souhaitent acquérir le contrôle en commun de COMSA Rail Transport S.A.U. (« CRT », Espagne), par achat d'actions. SNCF est une société présente dans le transport ferroviaire, les infrastructures et les services d'ingénierie en France et dans d'autres pays européens. COMSA-EMTE opère dans les secteurs des infrastructures, de la construction et de la technologie. CRT fournit des services de transport ferroviaire, de traction ferroviaire et d'expédition de marchandises. Les tiers intéressés étaient invités à soumettre leurs observations avant le 3 septembre 2013. (SE)

[Haut de page](#)

Etiquetage énergétique et écoconception / Consultation publique (31 août)

La Commission européenne a lancé, le 31 août dernier, une [consultation publique](#) sur l'évaluation de la directive « Etiquetage énergétique » et certains aspects de la directive « Ecoconception ». Elle vise à recueillir l'avis des parties prenantes sur la [directive 2010/30/UE](#) concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie (directive « Etiquetage énergétique ») et la [directive 2009/125/CE](#) établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie (directive « Ecoconception »), afin d'en tirer une analyse complète qui servira à l'amélioration des dispositions. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 30 novembre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

Maîtrise des risques du système bancaire parallèle / Fonds monétaires / Proposition de règlement / Communication (4 septembre)

La Commission européenne a présenté, le 4 septembre dernier, une [proposition de règlement](#) sur les fonds monétaires parallèles (disponible uniquement en anglais). Cette proposition est accompagnée d'une [communication](#) intitulée « Le système bancaire parallèle – Traiter les nouvelles sources de risques dans le secteur financier ». La proposition de règlement vise à réguler le système bancaire parallèle, notamment les fonds monétaires, du fait de son interconnexion systémique avec le secteur bancaire et ainsi prévenir les risques de contagion. Elle introduit des règles prudentielles en matière de liquidité et de réserves de fonds, afin de s'assurer que chaque fonds est en mesure de rembourser les investisseurs qui souhaitent retirer des fonds à court terme. Elle contient, également, des dispositions en matière de transparence et des exigences spécifiques en matière de liquidité pour les sociétés d'investissement à capital variable (« SICAV »). La communication décrit les domaines prioritaires dans lesquels la Commission entend prendre des initiatives. Ainsi, cette dernière souhaite intervenir dans le domaine des prêts de titres et des opérations de mise en pension. La Commission souhaite, également, mettre en place un système de supervision spécifique pour les établissements financiers non bancaires. (JL)

[Haut de page](#)

Politique dans le domaine de l'eau / Substances prioritaires / Directive / Publication (24 août)

La [directive 2013/39/UE](#) modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau a été publiée, le 24 août dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. Cette directive vise à moderniser les textes existants en mettant à jour la liste des substances prioritaires et des substances dangereuses prioritaires. Elle prévoit, en outre, des dispositions spécifiques pour les substances qui se comportent comme des substances persistantes, bioaccumulables et toxiques et établit une liste de vigilance en vue du réexamen ultérieur de la liste des substances prioritaires. Enfin, la directive modifie les obligations incombant aux Etats membres en matière de surveillance des normes de qualité environnementale en intégrant, pour chaque substance, une matrice à laquelle s'applique les normes, en fonction de ses priorités intrinsèques. La directive entrera en vigueur le 13 septembre 2013. Les Etats membres sont tenus de la transposer dans leur ordre juridique national au plus tard le 14 septembre 2015. (JL)

Protection des eaux souterraines / Révision des normes de qualité / Consultation publique (30 juillet)

La Commission européenne a lancé, le 30 juillet dernier, une [consultation publique](#) concernant la révision des annexes I et II de la [directive 2006/118/CE](#) sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (disponible uniquement en anglais). Cette consultation vise à recueillir l'avis des parties prenantes sur les annexes relatives aux normes de qualité des eaux souterraines et aux valeurs seuil pour les polluants des eaux souterraines et les indicateurs de pollution. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 22 octobre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

Attaques visant les systèmes d'information / Directive / Publication (14 août)

La [directive 2013/40/UE](#) relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI a été publiée, le 14 août dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. La directive

constitue une refonte de la [décision-cadre 2005/222/JAI](#) relative aux attaques visant les systèmes d'information, qui mettait en place un rapprochement des législations des Etats membres pour incriminer plusieurs infractions informatiques et, notamment, l'accès illicite à un système d'information et l'atteinte à l'intégrité d'un système ou de données. La directive modernise et adapte les dispositions de la décision-cadre aux nouvelles méthodes adoptées pour commettre des infractions informatiques, notamment pour lutter plus efficacement contre les attaques à grande échelle. Elle incrimine la production, la vente, l'acquisition de tous dispositifs et outils utilisés pour commettre des infractions et crée l'infraction d'interception illégale de communications ou de données. Elle prévoit, également, des circonstances aggravantes pour les attaques de grande ampleur et lorsque les attaques sont commises sous une fausse identité. La directive est entrée en vigueur le 3 septembre 2013. Les Etats membres sont tenus de la transposer dans leur ordre juridique national au plus tard le 4 septembre 2015. (JL)

[Haut de page](#)

SANTE

Médicaments / Modification d'autorisation de mise sur le marché / Lignes directrices (2 août)

La Commission européenne a publié, le 2 août dernier, des [lignes directrices](#) relatives aux caractéristiques des différentes catégories de modifications, au déroulement des procédures prévues aux chapitres II, II bis, III et IV du règlement 1234/2008/CE concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments à usage humain et de médicaments vétérinaires et à la documentation à soumettre en vertu de ces procédures. Ces lignes directrices visent à faciliter l'interprétation et l'application du [règlement 1234/2008/CE](#) en donnant des précisions sur l'application des procédures appropriées et en décrivant toutes les étapes depuis la soumission d'une demande de modification jusqu'au résultat final de la procédure de modification d'autorisation de mise sur le marché. (LC)

[Haut de page](#)

SOCIETE DE L'INFORMATION

Lignes directrices sur la réutilisation des informations du secteur public / Consultation publique (30 août)

La Commission européenne a lancé, le 30 août dernier, une [consultation publique](#) sur les lignes directrices concernant les licences-types recommandées, les ensembles de données et la tarification pour la réutilisation des informations du secteur public (disponible uniquement en anglais). Cette consultation fait suite à l'adoption de la [directive 2013/37/UE](#) modifiant la directive 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public et vise à recueillir l'avis des parties prenantes sur l'établissement de lignes directrices permettant une mise en œuvre efficace du texte. Les lignes directrices devraient aider les Etats membres à mettre en œuvre la directive, notamment en matière de contrat de licence standard, de tarification des réutilisations du type et concernant le type d'information dont la transmission est jugée prioritaire. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 22 octobre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

TRANSPORTS

Accès aux données relatives aux transports et aux déplacements multimodaux dans l'Union européenne / Consultation publique (31 juillet)

La Commission européenne a lancé, le 31 juillet dernier, une [consultation publique](#) concernant l'accès aux données relatives aux transports et aux déplacements multimodaux dans l'Union européenne (disponible uniquement en anglais). Cette consultation s'intègre dans le [Plan d'action](#) pour le déploiement de systèmes de transport intelligents en Europe lancé par la Commission en 2008. Les données relatives aux transports multimodaux sont des éléments clés pour le développement de systèmes de transport intelligents et sont en mesure de fournir, aussi bien aux usagers qu'aux entreprises de transport, des informations claires sur les correspondances. Ainsi, elles permettraient d'optimiser la mobilité et l'intégration de tous les modes de transport dans un système européen de transport efficace. La consultation publique vise à recueillir l'avis des parties prenantes sur les mesures existantes et sur la pertinence et l'impact des mesures proposées. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations, avant le 25 octobre 2013, en répondant à un questionnaire en ligne. (JL)

Convention du travail maritime / Contrôle par l'Etat du port / Directive / Publication (14 août)

La [directive 2013/38/UE](#) portant modification de la directive 2009/16/CE relative au contrôle par l'Etat du port a été publiée, le 14 août dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. Elle vise à adapter la législation existante aux exigences de la Convention du travail maritime, adoptée en 2006, par l'Organisation

internationale du travail (« OIT »). La directive permet aux Etats membres d'assurer le respect des exigences de la convention de l'OIT par tous les navires faisant escale dans les ports de l'Union. Elle organise, également, une procédure de traitement des plaintes spécifiques, conformément à la Convention. La directive est entrée en vigueur le 20 août 2013. Les Etats membres sont tenus de la transposer dans leur ordre juridique national au plus tard le 21 novembre 2014. (JL)

[Haut de page](#)



Les appels d'offres

SELECTION DE LA DBF

Les appels d'offres repris ci-dessous ont été sélectionnés par la Délégation des Barreaux de France parmi les appels d'offres publiés au Journal officiel de l'Union européenne série S.

Il est possible de consulter en amont, avant la publication des appels d'offres, les programmes d'aide extérieure financés par la Commission européenne sur le site de la Représentation permanente de la France à Bruxelles : <http://www.rpfrance.org/cec/homecec.htm>.

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Commission européenne / Services d'assistance juridique en matière immobilière (3 août)

La Commission européenne a publié, le 3 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services d'assistance juridique en matière immobilière (réf. 2013/S 150-260082, JOUE S150 du 3 août 2013). Le marché porte sur la fourniture de services d'assistance juridique couvrant tous les aspects du droit immobilier belge, ainsi que les droits de l'urbanisme, de la construction, des marchés publics, des assurances et de la fiscalité. Cette assistance pourrait prendre, selon le cas et à la demande de la Commission, la forme de consultations écrites, de rédaction de projets de contrats ou de clauses contractuelles, de participation à des réunions internes, d'assistance aux négociations avec les propriétaires d'immeubles, les promoteurs et leurs représentants ou d'audits juridiques immobiliers. La langue de travail devant être utilisée dans l'offre est l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne. La durée du marché est de 2 ans à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **23 septembre 2013 à 16h**. (JL)

Commission européenne / DG « Marché intérieur et services » / Etude sur l'efficacité économique et juridique des procédures de contrôle et de recours relatives aux marchés publics dans l'UE (3 août)

La Direction générale « Marché intérieur et services » de la Commission européenne a publié, le 3 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et d'informations juridiques (réf. 2013/S 150-260085, JOUE S150 du 3 août 2013). Le marché porte sur la réalisation d'une étude de l'impact et de l'efficacité des directives sur le contrôle des marchés publics et les recours. De plus, l'étude analysera la mise en pratique desdites directives par les tribunaux et organes de contrôle dans les Etats membres. Cette étude servira de base factuelle pour l'examen de la mise en œuvre de ces directives et pour une évaluation à plus grande échelle de l'impact des directives. La langue de travail devant être utilisée dans l'offre est l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne. La durée du marché est de 12 mois à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **4 octobre 2013 à 15h**. (JL)

Commission européenne / DG « Justice » / Etude relative aux sanctions minimales dans les Etats membres de l'UE (16 août)

La Direction générale « Justice » de la Commission européenne a publié, le 16 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (réf. 2013/S 158-275091, JOUE S158 du 16 août 2013). Le marché porte sur la réalisation d'une étude, dans la perspective du nouveau cadre juridique sur le droit pénal prévu par le Traité de Lisbonne, dont l'objectif est de parvenir à une meilleure compréhension de la structure législative et, sur la base de statistiques, de la jurisprudence au sein des différents systèmes nationaux de sanctions pénales minimales dans les 28 Etats membres. Les résultats de l'étude aideront les législateurs de l'Union européenne à garantir une valeur ajoutée et à améliorer la cohérence chaque fois qu'il s'agira d'adopter des sanctions

pénales minimales. La langue de travail devant être utilisée dans l'offre est l'une des 24 langues officielles de l'Union. La durée du marché est de 9 mois à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **17 octobre 2013 à 16h**. (JL)

Commission européenne / DG « Politique régionale et urbaine » / Contrat-cadre unique d'assistance juridique (31 juillet)

La Direction générale « Politique régionale et urbaine » de la Commission européenne a publié, le 31 juillet dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 147-254846, JOUE S147 du 31 juillet 2013*). Le marché porte sur la mise en place d'un contrat-cadre unique d'assistance juridique au bénéfice de la DG « Politique régionale et urbaine ». Le contractant sera chargé, notamment, de la préparation, de la supervision et du suivi d'un grand nombre de procédures dans le domaine des programmes de cohésion. Il organisera, également, la défense de la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne et prendra en charge les plaintes et les pétitions liées à la politique de cohésion, notamment les allégations de mise en œuvre erronée de la législation relative à la politique de cohésion. La langue de travail devant être utilisée dans l'offre est l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne. La durée du marché est de 24 mois à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **30 septembre 2013**. (JL)

FRANCE

Conseil régional d'Aquitaine / Services de conseils et de représentation juridiques (6 août)

Le Conseil régional d'Aquitaine a publié, le 6 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils et de représentation en justice (*2013/S 151-263150, JOUE S151 du 6 août 2013*). Le marché porte sur la mise en place d'un accord-cadre pour la prestation de services de conseils et de représentation juridiques de la région Aquitaine. Le marché est divisé en 3 lots, intitulés respectivement : « Contrats publics », « Fonction publique et droit du travail/ droit social » et « Domanialité publique et privée matérielle et immatérielle ». Le marché est réservé à la profession d'avocat. La durée du marché est d'1 an à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **16 septembre 2013 à 12h**. (JL)

Conseil régional de Martinique / Services de conseils juridiques (16 août)

Le Conseil régional de Martinique a publié, le 16 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*2013/S 158-276301, JOUE S181 du 16 août 2013*). Le marché porte sur la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire de prestations intellectuelles concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'aménagement numérique et toute question relative au domaine du numérique, afin d'apporter une prestation d'expertise stratégique, économique, technique, réglementaire et financière au Conseil régional de Martinique dans le cadre du suivi des projets liés au développement des infrastructures numériques qu'elle conduit et de la mise en œuvre de sa stratégie d'aménagement numérique et de développement des services et usages numériques. La durée du marché est d'1 an à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **24 septembre 2013 à 12h**. (JL)

Communauté urbaine de Lille / Services de conseils juridiques (2 août)

La Communauté urbaine de Lille a publié, le 2 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 149-259292, JOUE S149 du 2 août 2013*). Le marché porte sur la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'élaboration, par Lille Métropole Communauté Urbaine, de son règlement local de publicité, qui devra reposer sur une vision stratégique et prospective du territoire. La durée du marché est de 5 ans à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **20 septembre 2013 à 12h**. (JL)

Département de Seine-et-Marne / Services de conseils et de représentation juridiques (30 août)

Le Département de Seine-et-Marne a publié, le 30 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*2013/S 168-291842, JOUE S168 du 30 août 2013*). Le marché porte sur la réalisation, pour chacun des domaines, de prestations de conseils juridiques en vue d'assister le Département de Seine-et-Marne dans la sécurisation de ses actes et projets, ainsi que dans la défense de ses intérêts et ceux des enfants qui lui sont confiés au titre de l'Aide sociale à l'enfance lors de procédures précontentieuses ou contentieuses. Le marché porte sur 4 lots, intitulés respectivement : « Droit public général », « Ressources humaines », « Droit de la communication et droit électoral » et « Droit privé - droit civil - droit pénal - procédures civiles et pénales - action sociale ». Le marché est réservé à la profession d'avocat. La durée du marché est d'1 an à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **10 octobre 2013 à 15h30**. (JL)

Grand Angoulême / Services juridiques (3 août)

Grand Angoulême a publié, le 3 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services juridiques (**2013/S 150-261776**, JOUE S150 du 3 août 2013). Le marché porte sur un ensemble de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'ordre technique, juridique, administrative et financière pour la réalisation du projet « Mobilix » de la communauté d'agglomération du Grand Angoulême. Ce dernier est un système global composé de 2 lignes de transport en commun en site propre et de l'ensemble des équipements et systèmes liés et nécessaires. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **26 septembre 2013 à 18h**. (JL)

Institut de recherche pour le développement / Services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (27 août)

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) a publié, le 27 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (**2013/S 165-287252**, JOUE S165 du 27 août 2013). Le marché porte sur la réalisation de prestations de conseils en propriété industrielle pour la protection et la défense des inventions de l'IRD. Le marché est divisé en 10 lots, intitulés respectivement : « Santé vaccinologie », « Santé thérapeutique, composés chimiques, composés naturels », « Santé diagnostic », « Instrumentation, physique, métrologie », « Biotechnologies végétales, agronomie, écologie », « Chimie, procédés de production », « Environnement, dépollution », « Aquaculture, pêche », « Microbiologie », « Ecologie, lutte anti vectorielle ». La durée du marché est de 4 ans à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **1^{er} octobre 2013 à 17h**. (JL)

Sequano aménagement / Services juridiques (24 août)

Sequano aménagement a publié, le 24 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de juridiques (**2013/S 164-285781**, JOUE S164 du 24 août 2013). Le marché porte sur la réalisation de prestations de services juridiques pour la Zone d'aménagement concerté de Coubron. Le marché est divisé en 4 lots, intitulés respectivement : « Urbanisme et aménagement », « Commande publique », « Environnement et risques naturels et technologiques » et « Foncier, immobilier et construction ». Le marché est réservé à la profession d'avocat. La durée du marché est de 4 ans à compter de la date d'attribution du marché. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **3 octobre 2013 à 12h**. (JL)

ETATS MEMBRES DE L'UE (HORS FRANCE)

Allemagne / Stadt Leipzig/Verkehrs- und Tiefbauamt / Services juridiques (23 août)

Stadt Leipzig/Verkehrs- und Tiefbauamt a publié, le 23 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services juridiques (*réf.* **2013/S 163-284310**, JOUE S163 du 23 août 2013). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **23 septembre 2013**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en allemand](#). (JL)

Belgique / Afdeling Coördinatie en Ondersteuning / Services de conseils et de représentation juridiques (31 août)

Afdeling Coördinatie en Ondersteuning a publié, le 31 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (**2013/S 169-293445**, JOUE S169 du 31 août 2013). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **24 octobre 2013 à 14h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en néerlandais](#). (JL)

Chypre / Ministry of Energy, Commerce, Industry and Tourism / Services de conseils juridiques (28 août)

Ministry of Energy, Commerce, Industry and Tourism a publié, le 28 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf.* **2013/S 166-288862**, JOUE S166 du 28 août 2013). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **27 septembre 2013 à 13h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Hongrie / Önkormányzati Társulás Zalaegerszeg és térsége ivóvízminőségének javítására / Services de conseils juridiques (10 août)

Önkormányzati Társulás Zalaegerszeg és térsége ivóvízminőségének javítására a publié, le 10 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf.* **2013/S 155-270825**, JOUE S155 du 10 août 2013). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **24 septembre 2013 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en hongrois](#). (JL)

Irlande / Bord Altranais agus Cnáimhseachais na hÉireann (Nursing and Midwifery Board of Ireland) / Services de conseils juridiques (31 juillet)

Bord Altranais agus Cnáimhseachais na hÉireann (Nursing and Midwifery Board of Ireland) a publié, le 31 juillet dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 147-256052, JOUE S147 du 31 juillet 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 septembre 2013 à 10h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Irlande / Health and Social Care Professionals Council / Services de conseils juridiques (31 juillet)

Health and Social Care Professionals Council a publié, le 31 juillet dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 147-255849, JOUE S147 du 31 juillet 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 septembre 2013 à 12h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Irlande / Tourism Ireland / Services juridiques (21 août)

Tourism Ireland a publié, le 21 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 161-281322, JOUE S161 du 21 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **18 septembre 2013 à 14h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Pologne / Akademia Górniczo-Hutnicza im. Stanisława Staszica w Krakowie / Services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (31 août)

Akademia Górniczo-Hutnicza im. Stanisława Staszica w Krakowie a publié, le 31 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (*2013/S 169-293394, JOUE S169 du 31 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **16 septembre 2013 à 9h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

Pologne / Akademia Górniczo-Hutnicza im. Stanisława Staszica w Krakowie / Services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (31 août)

Akademia Górniczo-Hutnicza im. Stanisława Staszica w Krakowie a publié, le 31 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs (*2013/S 169-293458, JOUE S169 du 31 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **13 septembre 2013 à 9h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

Pologne / Miasto Stołeczne Warszawa / Services de conseils juridiques (20 août)

Miasto Stołeczne Warszawa a publié, le 20 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 160-279726, JOUE S160 du 20 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **17 septembre 2013 à 10h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

Pologne / PKP Polskie Linie Kolejowe S.A. / Services de conseils et de représentation juridiques (2 août)

PKP Polskie Linie Kolejowe S.A. a publié, le 2 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*réf. 2013/S 149-259444, JOUE S149 du 2 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **11 septembre 2013 à 11h30**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

Pologne / Urząd Miasta Warszawa / Services de conseils juridiques (3 septembre)

Urząd Miasta Warszawa a publié, le 3 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*2013/S 170-294886, JOUE S170 du 3 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **10 octobre 2013 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

Pologne / Zakład Utylizacyjny Spółka z o.o. / Services de conseils juridiques (2 août)

Zakład Utylizacyjny Spółka z o.o. a publié, le 2 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 149-259347, JOUE S149 du 2 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **9 septembre 2013 à 11h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

République tchèque / Dopravní podnik hl. m. Prahy, akciová společnost / Services de conseils et de représentation juridiques (28 août)

Dopravní podnik hl. m. Prahy, akciová společnost a publié, le 28 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*réf. 2013/S 166-288874, JOUE S166 du 28 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au

30 septembre 2013 à 12h. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en tchèque](#). (JL)

Royaume-Uni / Circle Anglia Limited / Services juridiques (7 août)

Circle Anglia Limited a publié, le 7 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 152-264854, JOUE S152 du 7 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **13 septembre 2013 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Royaume-Uni / Community Housing Cymru / Services de conseils et d'information juridiques (7 août)

Community Housing Cymru a publié, le 7 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et d'information juridiques (*réf. 2013/S 152-265221, JOUE S152 du 7 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **11 septembre 2013 à 14h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Royaume-Uni / Dumfries & Galloway Housing Partnership Ltd / Services juridiques (31 juillet)

Dumfries & Galloway Housing Partnership Ltd a publié, le 31 juillet dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 147-255851, JOUE S147 du 31 juillet 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 septembre 2013 à 14h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Royaume-Uni / Dundee City Council / Services de conseils et de représentation juridiques (20 août)

Dundee City Council a publié, le 20 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*réf. 2013/S 160-279604, JOUE S160 du 20 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **25 septembre 2013 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Royaume-Uni / Metro / Services de conseils et d'information juridiques (23 août)

Metro a publié, le 23 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et d'information juridiques (*réf. 2013/S 163-284314, JOUE S163 du 23 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **25 septembre 2013 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Slovaquie / Slovenský pozemkový fond / Services juridiques (28 août)

Slovenský pozemkový fond a publié, le 28 août dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 166-288869, JOUE S166 du 28 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **27 septembre 2013 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en slovaque](#). (JL)

Slovénie / Agence de coopération des régulateurs de l'énergie / Assistance juridique dans le domaine de la régulation énergétique (13 août)

L'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie a publié, le 13 août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services d'assistance juridique dans le domaine de la régulation énergétique (*réf. 2013/S 156-271429, JOUE S156 du 13 août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **30 septembre 2013 à 11h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

Suède / AB Svenska Spel / Services de conseils et d'information juridiques (1^{er} août)

AB Svenska Spel a publié, le 1^{er} août dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et d'information juridiques (*réf. 2013/S 148-257753, JOUE S148 du 1^{er} août 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 septembre 2013 à 23h59**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en suédois](#). (JL)

[Haut de page](#)

Publications

L'Observateur de Bruxelles



L'Observateur de Bruxelles, revue trimestrielle, vous permettra de vous tenir informé des derniers développements du droit de l'Union européenne.

Notre dernière édition :

Dossier spécial :

« Le droit européen de la protection des données »

[Bulletin d'abonnement à l'Observateur de Bruxelles](#)

[Haut de page](#)

Manifestations

NOS MANIFESTATIONS

ENTRETIENS EUROPEENS

13 décembre 2013

Les derniers développements du droit européen de la concurrence

Programme à venir

Pour vous inscrire :

valerie.haupt@dbfbruxelles.eu

ou bien directement sur le site Internet de la Délégation des Barreaux de France :

<http://www.dbfbruxelles.eu/inscription.htm>

[Haut de page](#)



DeutscherAnwaltVerein

COURSE OF STUDY OF THE LEGAL SYSTEM OF GERMANY

The Dutch speaking Brussels Bar (NOAB), organizes together with the Deutscher Anwaltverein (DAV) a Course of study of the legal system of Germany. This course offers a unique chance to learn about the basic principles of German law.

The teachers are exquisite German attorneys or professors, specialised in their respectively area of expertise.

This course consists of 60 teaching hours, dedicated to 10 legal topics.

The course is spread over five modules each of them lasting two consecutive days. The first module starts on 30 and 31 October 2013. The four following modules take place in November 2013, January, March and May 2014. The Dutch speaking Brussels Bar and the Deutscher Anwaltverein will deliver a joint certificate for the effective participation.

The training is oriented towards attorneys, lawyers, managers and students which possess a basic knowledge of German and who get in one way or another in touch with German law or intent to improve their knowledge. The languages used during the courses are German and English. Speakers teaching in German are invited to make an effort in order to speak understandable for non-native speakers.

The first module is a general introduction to the basic principles of German law and German private law. Besides this, six hours are reserved for German legal terminology in order to facilitate the courses that will be taught in German.

As the speakers travel from Germany, the training can only take place when 25 participants register for the full program by 15 September 2013.

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

Trèves, 16-17 septembre 2013



Objective

Après une période transitoire de cinq ans et conformément au traité de Lisbonne, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) sera compétente pour connaître de tous les litiges dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale à compter du 1^{er} décembre 2014. Le présent séminaire a pour objectif d'aider les praticiens pénalistes à mieux comprendre le rôle et la compétence de la Cour. Le séminaire expliquera en détail les différents types d'actions, la procédure et la jurisprudence de la CJUE en matière pénale.

Principaux thèmes abordés

La compétence de la CJUE dans l'espace de Justice, Liberté et Sécurité
 Le renvoi préjudiciel (admissibilité, effets et procédure d'urgence)
 Les voies de recours concernant les actes d'Eurojust, d'Europol et d'OLAF
 La jurisprudence récente de la CJUE en matière pénale

Audience à la CJUE

Les participants auront la possibilité de visiter la CJUE et d'assister à une audience.

Frais de participation et remboursement

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

Frais de participation : €110

Hébergement : 2 nuits d'hôtel seront remboursées par l'ERA à concurrence de 90 euros par nuit.

Déplacement : Les frais de déplacement seront remboursés à concurrence de 300 euros. Les participants sont priés d'organiser leur voyage eux-mêmes.



Vendredi 11 octobre 2013
La pratique du divorce transfrontalier
L'exemple franco-espagnol
Perpignan
de 9h30 à 17h30

Chambre de Commerce et d'Industrie des
Pyrénées-Orientales
Palais Consulaire
Quai-de-Lattre-de-Tassigny
66000 Perpignan

Participation aux frais par personne et inscriptions :

Pour les Avocats :

formationcontinue@avocats-efacs.com

Pour les Magistrats :

celine.caillard@justice.fr

Pour les Huissiers :

cdhdj66@wanadoo.fr

Pour les Notaires :

chambre-notaires-66@notaires.fr

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

[Haut de page](#)

Recevoir gratuitement L'Europe en Bref

Merci de nous faire parvenir vos coordonnées électroniques à l'adresse suivante :
valerie.haupt@dbfbruxelles.eu.

« L'Europe en Bref » est aussi disponible en allemand et en espagnol. Ces versions sont adaptées à l'actualité du droit de l'Union européenne et national de ces pays. Vous pouvez les obtenir sur simple demande auprès du DeutscherAnwaltverein (bruessel@eu.anwaltverein.de) ou bien directement sur le site Internet : [Europa im Überblick](#) et du Consejo General de la Abogacía española (bruselas@abogacia.es).

Equipe rédactionnelle :

Jean Jacques **FORRER**, Président, Hélène **BIAIS**, Avocate au Barreau de Paris établie à Bruxelles,
Lucie **CREYSSELS**, Avocate au Barreau de Paris et Marie **FORGEOIS**, Avocate au Barreau de Paris
Sébastien **BLANCHARD** et Anne-Gabrielle **HAIE**, Juristes,
Simon **ENGLEBERT** et Josquin **LEGRAND**, Elèves-avocats.

Conception :

Valérie **HAUPERT**

JOURNAL EUROPÉEN DES DROITS DE L'HOMME

Nul n'est censé ignorer les droits de l'homme

Rédacteur en chef : Olivier De Schutter
5 numéros par an



JOURNAL EUROPÉEN
DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN JOURNAL
OF HUMAN RIGHTS

Nouvelle
revue

© DELEGATION DES BARREAUX DE FRANCE – AISBL – L'EUROPE EN BREF N°681 – 05/09/2013
Tél : 0032 2 230 83 31 – Fax : 0032 2 230 62 77 – dbf@dbfbruxelles.eu – www.dbfbruxelles.eu